

## XIV

### LES ARABES.

La vie civile. — Luites intestines. — L'aristocratie. — L'Arabe et le Juif. — La jeunesse arabe. — Incomparables soldats. — Difficulté du recrutement. — École de cadets. — Responsabilité. — Assimilation. — Les smalas. — Les impôts.

Me voilà donc à la fois chef de bureau arabe et capitaine commandant d'un escadron de spahis. La première de ces deux fonctions me mettait en rapport avec l'Arabe dans sa vie civile. La seconde me mettait en rapport avec lui dans sa vie militaire. J'étais à la fois un chef pacifique et un chef de guerre. On me permettra de profiter de cette dualité pour exposer quelques-unes de mes idées sur l'Arabe, considéré sous les deux points de vue. Je n'ai pas la prétention qu'elles soient neuves et surtout irréfutables, mais j'ai la prétention qu'elles soient sincères. Et comme elles sont appuyées sur un séjour de vingt années consécutives en Algérie, peut-être ne valent-elles guère moins que les théories des gens qui jugent et tranchent les questions algériennes, sans s'être donné la peine de quitter leur fauteuil de cuir pour traverser la Méditerranée.

J'ai un défaut. Je m'intéresse à ce que je fais, et quand j'ai entrepris une besogne, si je ne réussissais pas, j'en perdrais le sommeil et l'appétit. Aussi, le ser-

vice du bureau arabe que j'avais accepté peut-être un peu présomptueusement, sans vouloir abandonner mon service d'escadron, m'occupait-il jour et nuit, j'ose le dire. Il était très intéressant. Les affaires qui me passaient par les mains étaient nombreuses, compliquées. Elles exigeaient presque toujours de ma part des décisions rapides et pouvaient entraîner pour moi des responsabilités lourdes. Mais elles me plaisaient. D'ailleurs, je jouissais de deux avantages précieux qui rendaient ma tâche peut-être moins ardue. J'étais dirigé par des chefs bienveillants qui me soutenaient en toute circonstance, et depuis quinze ans, je vivais avec les Arabes. J'avais fréquenté leurs tentes en temps de paix, et, comme spahi, j'avais partagé avec eux, pendant plus de dix ans, les émotions et les travaux de la guerre.

La subdivision de Blidah n'avait, d'ailleurs, rien à redouter d'une de ces insurrections soudaines qui plus d'une fois avaient trompé notre vigilance, et de ces fameux cavaliers Hadjoutes qu'ont chantés nos poètes. Tout le Tell, à l'exception du massif de la Kabylie, c'est-à-dire tout l'espace compris entre la mer et les Hauts-Plateaux, était pacifié, et le territoire que j'administrais, englobé dans nos possessions, enveloppé par nos postes, ne pouvait être troublé sérieusement, sans que des signes avant-coureurs d'une agitation vinsent, longtemps à l'avance, nous mettre sur nos gardes. Certes, l'espoir de la revanche vivait toujours dans le cœur des Arabes. Toujours ils attendaient le prophète qui devait nous chasser; mais l'inutilité d'un nouvel effort leur était démontrée, et ils subissaient avec les apparences de la résignation un sort que, dans leur fatalisme, ils attribuaient à la volonté de Dieu. A travers les tribus, circulaient toujours les émissaires des confréries religieuses, chargés d'entretenir la haine contre nous; mais ils y mettaient de la prudence et, de loin en loin,



quelques-uns d'entre eux tombaient dans nos mains, non pas grâce au zèle des autorités indigènes, mais grâce à quelques écarts de langage et de conduite. Le personnel des bureaux arabes avait l'œil ouvert sur eux et les soustrayait à temps à leur mission de prédicateurs.

La partie véritablement délicate de notre tâche consistait à nous débrouiller, au milieu des intrigues de toute sorte dont la moindre tribu est le foyer, et à nous reconnaître au milieu des mensonges intéressés qui nous assaillaient. Tout groupe humain est un microcosme, et dès que deux hommes vivent ensemble, les passions humaines qui bouleversent les grandes nations surgissent entre eux. La tribu arabe, pour être un théâtre des plus restreints, n'en présente pas moins toutes les péripéties de nos luttes politiques et tous les enchevêtrements qui résultent du choc des intérêts. Le fond de ces luttes est invariablement la conquête du pouvoir, tout comme chez nous. Et, ce qui les rend plus ardentes encore, c'est que, chez l'Arabe, l'exercice du pouvoir est considéré par tout le monde comme le moyen le plus pratique et le plus rapide de s'enrichir. Je n'oserai pas ajouter ici : tout comme chez nous ; j'en serais pourtant bien tenté, et il faut avouer que, dans ces dernières années surtout, il nous a été donné d'assister à plus d'un fait qui excuserait cette tentation. Avant notre arrivée en Afrique, le pouvoir, dans les tribus, se conquérait à coups de fusil et à coups de yatagan, par la force. Quand nous fûmes là, quand nous y eûmes établi l'ordre, tel que nous le comprenons, l'Arabe dut recourir à la diplomatie, et ce changement de système lui fut d'autant plus aisé que, s'il est un bon soldat, il est aussi un diplomate excellent. Il est passé maître en ces sortes de perfidies et de mensonges qui ont procuré aux hommes d'État européens tant de plaques et de grands cordons. Et rien n'était curieux,

rien n'était dangereux aussi, comme l'habileté avec laquelle les ambitieux des tribus essayaient d'endormir ou d'égarer l'intelligence des officiers dont ils dépendaient.

« Tu es, leur disaient-ils, le soleil de la justice, le miroir de la vérité. Nul ne saurait songer à te tromper, car tu sais lire dans les âmes. Ce pays-ci n'est administré que depuis que tu es chargé d'y faire régner la justice et la prospérité. »

Tout cela, débité avec un air de sincérité et de conviction qui tromperait un vieil avocat. On n'ajoute pas foi à de pareilles flagorneries ; mais on se persuade volontiers, tant la vanité vous rend dupe ! que du moins on a su inspirer une bonne opinion de soi à ses administrés et qu'ils rendent justice à vos bonnes intentions.

Et puis, comment refuser quelque chose à des gens qui viennent vous dire : « Je me suis compromis pour toi. Quand tu quitteras ce pays, je partirai avec toi » ? Cela n'indique pas une grande confiance, mais cela suppose un grand dévouement. Alors, on se laisse aller, et on commet des fautes.

Ici, tout d'abord, une sorte de question préjudicielle s'impose : celle de savoir si nous pouvons administrer les Arabes, uniquement avec des fonctionnaires français, ou si nous devons prendre dans le peuple conquis des auxiliaires de notre administration. Ceux qui tiennent pour la première solution jettent toujours à la tête de leurs adversaires l'exemple de l'Inde, où toutes les familles qui ont régné sur les différentes parties de cet immense territoire ont été, par une politique habile et persévérante, successivement éloignées du pouvoir, confinées dans une oisiveté dorée, pour laisser tomber toute l'administration aux mains des Anglais. Ceux-ci ne disposent pas d'une armée de cinquante mille Européens dans les Indes, mais elle leur suffit pour tenir, par



une savante organisation, une population de deux cents millions d'habitants courbée sous leur joug.

C'est vrai ! Mais on ne saurait comparer les populations molles de l'ancien empire des Mongols, de races si diverses, efféminées par des siècles d'oppression et par tant d'autres causes de faiblesse, avec les peuples guerriers de l'Afrique. Et puis, il faut rendre hommage à l'habileté rare avec laquelle l'Angleterre recrute son personnel colonial. Une école spéciale d'administration a été établie pour l'Inde. Il faut, pour y entrer, faire preuve d'une instruction très étendue et d'une santé très robuste. Et on n'en sort qu'après avoir traversé victorieusement les épreuves d'un long stage, très minutieusement suivi. Pourtant, malgré toutes ces précautions du vainqueur, malgré toute l'apathie du vaincu, nul ne saurait dire que l'avenir, et peut-être un avenir prochain, ne réserve pas de cruels mécomptes à l'inflexible politique coloniale de l'Angleterre.

Est-ce avec le même soin, est-ce avec la même science qu'est choisi et préparé notre personnel politique colonial ? Tant que l'Algérie a été soumise au régime militaire, le recrutement des bureaux arabes s'accomplissait au moyen d'officiers pris dans tous les corps, et choisis même, parfois, parmi ceux qui venaient d'arriver en Afrique. Le bureau arabe n'était pas une carrière pour eux. Il était tout au plus un accident de leur carrière. On ne leur demandait que de l'honnêteté, du zèle et de l'intelligence. C'est déjà beaucoup, dira-t-on. Oui, mais ce n'était pas assez, car on ne leur demandait pas de faire preuve de connaissances spéciales, ni même d'aptitudes particulières. On ne les laissait même pas assez longtemps en fonction pour qu'ils pussent acquérir de l'expérience et obtenir des résultats sensibles, qui eussent fait aimer et regretter leur administration par la masse arabe. Aujourd'hui, la direction des affaires indi-

gènes est confiée à des fonctionnaires civils choisis au petit bonheur, et les choses n'en vont pas mieux ; et le personnel nouveau n'offre même pas la sécurité que présentait l'élément militaire. Donc, je me range délibérément parmi ceux qui pensent qu'on doit demander aux Arabes eux-mêmes, et autant que possible, un concours administratif.

Nous n'avons jamais rien eu de plus à cœur, cela n'est pas douteux, que de choisir, pour nos principaux agents, les chefs indigènes qui nous paraissaient capables de rendre à notre cause les plus utiles services. Avons-nous choisi judicieusement ? C'est ce que je ne crois pas. D'abord, nous avons débattu très longtemps la question des grandes familles et celle des hommes nouveaux. Valait-il mieux, dans le gouvernement des indigènes par les indigènes, nous appuyer sur les influences établies de l'aristocratie reconnue de temps immémorial, ou bien faire appel à une seconde couche, dont les représentants tireraient toute leur autorité de l'appui que nous leur prêterions et nous donneraient des gages d'un zèle inspiré par leur propre intérêt ?

C'est la seconde opinion qui a prévalu. Systématiquement, nous avons employé des hommes de naissance obscure, de condition modeste. Systématiquement, nous avons tenu à l'écart les grandes familles d'autrefois, dont la plupart ont fini par tomber dans la misère et disparaître. Nous avons pensé que ces familles féodales n'accepteraient pas l'espèce de déchéance que leur apportait notre conquête, et qu'elles ne se rallieraient jamais de bon cœur à nous. Et, cependant, nous avons vu les représentants des plus grandes familles du pays, le général Mustapha-ben-Ismaïl, les principaux chefs des Douairs et des Smélahs, le khaliffa Sidi-el-Aribi, l'agha Bou-Alem-ben-Chériffa, Si-Mokrani lui-même, servir avec une fidélité inébranlable. Rien n'y a fait. Nous leur avons préféré des hommes nouveaux, et ces



illustres guerriers ont encore attendu, pour la plupart, avant de nous quitter, que nous eussions dédaigné et oublié leurs services, et qu'aux amertumes de leur chute nous eussions ajouté l'humiliation de se voir contraints d'obéir à ceux qu'ils considéraient jusque-là comme leurs serviteurs. Je crains bien que notre manie démocratique ne nous ait encore joué là un mauvais tour, et qu'au fond nous n'ayons été emportés par le désir secret, instinctif, si l'on veut, mais déplorable, d'imposer au vaincu les institutions égalitaires du vainqueur. C'est là une grave erreur. L'Arabe n'est pas mûr, et ne sera probablement jamais mûr, pour un quatre-vingt-neuf. Il ne comprend pas la démocratie. Il a conservé, au fond de son cœur, le respect, le préjugé, si on le préfère, de l'aristocratie. Toutes les fois qu'une insurrection a éclaté, on l'a vu abandonner instantanément, ou même entraîner avec lui, les chefs nouveaux dont il subissait l'administration, pour courir se ranger sous la bannière de ses grandes familles féodales. Et ces insurrections, c'est triste à dire, c'est presque toujours nous qui les avons provoquées.

Quand j'ai été mêlé à l'administration du pays arabe, j'ai pu étudier les causes de la désaffection profonde que l'indigène nourrissait contre nous, et par conséquent les causes de ses révoltes. Parmi ces révoltes, il en est qui ont tenu au résultat de notre occupation elle-même, et, celles-là, il fallait bien les subir. Nous étions bien obligés, par le fait même du développement de la colonie, de gêner l'Arabe dans ses habitudes nomades et d'installer des cultivateurs sédentaires sur ce qu'il considérait comme ses meilleures terres. C'était une conséquence inévitable de la conquête. Mais il en est d'autres qui proviennent des erreurs de notre politique, de notre légèreté, de notre imprévoyance, des blessures cruelles que nous avons faites au cœur fier de l'Arabe, à ses sentiments les plus enracinés.

Et celles-là nous pouvions, nous devions les éviter.

L'Arabe déteste et méprise le Juif, et quand on a fréquenté le seul Juif qu'il connaisse, on comprend l'antisémitisme de l'Arabe. Or, en 1871, un décret fameux de la Défense nationale conférait aux coreligionnaires de M. Crémieux la qualité de citoyens français, que nous n'avons jamais accordée aux Arabes. C'était une iniquité, doublée d'une maladresse. Représentez-vous quelles idées durent hanter, à ce moment, la cervelle d'un Arabe ! Il savait que ses frères combattaient l'Allemagne avec nous, qu'ils venaient de verser sans compter leur sang pour la France, et que tous ceux qui n'étaient pas restés sur les champs de bataille languissaient dans les froides prisons du vainqueur. Et il voyait cette France, oublieuse, lui infliger cette humiliation suprême de lui préférer le Juif, le Juif qu'il considère moins que ses chiens, le Juif qui n'avait pas porté les armes, lui ! Qu'auriez-vous fait à sa place ? Moi, je ne sais pas, mais je crois que je me serais soulevé, comme se souleva le noble Mokrani, renvoyant au gouverneur sa croix de commandeur et le prévenant loyalement de l'ouverture des hostilités. Cette insurrection porta la terreur jusqu'aux portes d'Alger, et si elle eût éclaté cinq mois plus tôt, au moment le plus aigu de la guerre franco-allemande, je ne dis pas que nous aurions perdu l'Algérie, mais je dis que notre corps d'expédition eût été acculé à la côte, et que nous eussions été forcés de verser des torrents de sang pour reconquérir l'Algérie. Je dois ajouter que les Juifs algériens ne songèrent pas un instant à prendre les armes, pour défendre une cause qui était devenue la leur, par le fait même de leur naturalisation. Dans les grandes villes, à Alger, à Oran, ils se signalèrent, en soufflant à la population la révolte contre l'autorité militaire, qui s'imposait dans ces circonstances douloureuses, et, loin de reconnaître par le moindre acte de



patriotisme la faveur inconcevable dont ils venaient d'être l'objet, ils profitèrent du désarroi général pour réaliser des bénéfices vraiment scandaleux.

Donc, notre politique, méconnaissant de parti pris les mœurs, les habitudes, les préjugés arabes, non seulement a fourni des prétextes aux insurrections, mais encore leur a ménagé des chefs, en tenant à l'écart les représentants de la noblesse arabe, en les éloignant de l'exercice lucratif du pouvoir, en les appauvrissant, en les forçant à considérer notre conquête, et comme un attentat contre leur nationalité, et comme un attentat contre leur bien-être. Il faut bien comprendre que le noble arabe ne peut pas se refaire par un mariage riche, comme le noble français ruiné. Il n'épouse pas d'héritières américaines. S'il n'est plus chef, il se ruine ou on le ruine. Mais, tout ruiné qu'il est, il est encore à craindre; il est peut-être plus à craindre, parce qu'il lui reste encore, avec le prestige de la race, la haine du conquérant et une influence qui renaît au moindre retour. Nous avons donc mal agi en voulant démocratiser une nation à coups de décrets, la violenter dans ses mœurs, au lieu d'adapter ses mœurs à nos intérêts.

Taine a dit, à propos des Jacobins de 93, que nous étions doués d'une si naïve infatuation de nous-mêmes que nous croyions sincèrement faire le bonheur du genre humain, en lui imposant les constitutions successives qu'il nous plaît d'imaginer. Nulle part plus qu'en Algérie, nous n'avons justifié cette remarque philosophique. Nous avons été maladroits et prodigieusement naïfs. N'est-ce pas, par exemple, une naïveté que de vouloir imposer notre code, nos institutions judiciaires à des gens qui en sont encore, comme les vieux Gaulois, à se racheter d'un meurtre par une somme d'argent? Décidément, ce qui perd le Français, c'est la métaphysique, en vertu de laquelle il s'occupe toujours des principes et jamais des hommes. Il rêve et ne voit

pas. Aussi, la nature, brusquée, se venge, et ce tyran voit disparaître dans ses mains les ressources sur lesquelles il croyait devoir compter.

Songez, pour ne citer qu'un détail, qu'autrefois les pirates barbaresques dévastaient les côtes de l'Espagne, de la France et de l'Italie, qu'ils étaient la terreur des marines européennes, à ce point que l'ordre de Malte avait pour unique mission de les combattre! Or, aujourd'hui, depuis Djemaâ-Gazaouat (le repaire des pirates), devenu notre Nemours, jusqu'à Sfax, en Tunisie, nous possédons, dans le nord de l'Afrique, l'immense étendue des côtes qui servaient de berceau et de repaire à ces intrépides et innombrables marins. Et le littoral algérien et tunisien ne nous donne pas un seul matelot!

Je ne prétends pas, cependant, que nous aurions dû respecter les mœurs arabes jusqu'à ne pas essayer de les modifier, et l'aristocratie indigène jusqu'à proscrire des hommes nouveaux; non. Nous avons autre chose à faire: nous avons à acclimater l'Arabe à nos propres mœurs, en le prenant à l'âge où il est plastique comme tous les hommes, dans son enfance. Nous aurions dû attirer dans les villes les fils des grandes familles, les enfants arabes qui, sans appartenir à l'aristocratie, auraient montré des dispositions intellectuelles, et les préparer à nos grandes écoles gouvernementales, d'où ils seraient sortis, imbus de notre esprit et maîtres de nos procédés, pour aller répandre cet esprit et ces procédés parmi leurs concitoyens.

Les jeunes Arabes, dans les écoles et les collèges où ils ont la chance de tomber sur des maîtres qui les aiment, qui se dévouent à eux, apprennent avec une facilité, une rapidité incroyables, et il serait très possible, si on le voulait bien, d'en mettre, chaque année, un certain nombre en état de subir victorieusement les épreuves des concours et des examens.

On dit, je le sais, que l'Arabe retient tout ce qu'on



lui enseigne jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans, mais qu'à cet âge son intelligence semble s'endormir, et qu'il ne peut plus dépasser le niveau rapidement conquis. On attribue ce phénomène à une cause commune à tous les pays d'Orient : les écarts de mœurs qui signalent l'âge de la puberté, la vie de harem. Je ne nie pas, loin de là, que dans l'éducation arabe il y aurait des déboires et des pertes; mais, cependant, on a des exemples, de jour en jour plus nombreux, qui prouvent que l'Arabe n'est point si réfractaire à notre mouvement intellectuel. Il y a, à Alger, des médecins indigènes qui ont leur diplôme de docteur de nos grandes Facultés. Or, un peuple qui fournit des médecins peut fournir des ingénieurs, des jurisconsultes, des administrateurs; car, de toutes les branches du savoir humain, la médecine est certainement celle dont l'étude entraîne le plus grand effort intellectuel. Ce n'est donc pas une utopie que je poursuis, en insistant sur un système qui, s'il était adopté et poursuivi avec persévérance malgré les accidents passagers, produirait un grand effet sur la population de l'Algérie et nous vaudrait plus qu'un demi-siècle de guerre.

Après ces quelques considérations, trop rapides et trop superficielles, sur l'Arabe dans sa vie civile, j'aborde un autre ordre d'idées, en examinant sommairement l'Arabe dans son rôle militaire, et là, les réflexions que le lecteur a eu la patience de lire deviendront plus pressantes, tout en restant les mêmes.

Ce qui m'a toujours porté à aimer l'Arabe, ce qui fait qu'aujourd'hui la vue d'un burnous blanc m'attire, m'attendrit presque, la raison pour laquelle j'ai toujours protesté contre l'anathème jeté à la race arabe par le capitaine Richard et reproduit plus haut, c'est que l'Arabe est, avant tout, un soldat incomparable. A la guerre, le mépris de la mort qu'il puise dans sa foi religieuse lui donne une bravoure sans limites. Avec cela

il est obéissant, discipliné, il reste sobre tant que les fréquentations malsaines ne lui font pas oublier les préceptes du Coran. Enfin, il est fidèle, attaché, dévoué, reconnaissant pour les chefs qui lui témoignent de l'intérêt et de l'affection, et je ne connais pas de commandement plus agréable, pour un officier, que celui d'une troupe indigène. Dans les crises qu'a traversées l'Algérie, on a eu certainement à signaler des cas individuels de désertion parmi nos soldats arabes. Mais on en a relevé, malheureusement aussi, parmi les soldats français, et il n'y a pas eu d'exemple d'une troupe, d'un corps constitué, arabe, faisant défection. Nos troupes indigènes nous ont toujours servi fidèlement, même quand elles avaient à combattre des insurrections dont, au fond du cœur, elles pouvaient, elles devaient désirer le succès, et ce lien mystérieux qui les retenait sous nos drapeaux s'appelle : le sentiment du devoir militaire. L'Arabe est fait pour porter les armes, et c'est bien notre faute si nous n'avons pas su mieux utiliser les précieuses ressources qu'il peut fournir à notre puissance militaire.

Dans les pages de ce chapitre, qui contient des vues générales plutôt que des faits particuliers, et dans lequel j'expose, pour ainsi parler, le résidu d'une expérience que je n'avais certes pas acquise à l'instant de ma vie auquel je le rattache, je ne puis respecter, on le conçoit, les dates successives, et je suis amené à parler immédiatement d'un incident qui marqua plus tard ma carrière, et qui eut sur elle une heureuse influence.

Lorsque le général Randon fut appelé au ministère de la guerre, avant le coup d'État, il s'occupa, avec un intérêt tout particulier, de toutes les questions qui concernaient l'Algérie, où il songeait à revenir bientôt comme gouverneur général. Il étudia tout d'abord, non pas la constitution d'une armée indigène, mais l'organisation des forces indigènes, et, en ce qui concerne la